

A trop vouloir prouver
Michel Husson, *Regards*, avril 2006.

Les débats autour du CNE/CPE et de l'emploi illustrent bien un certain délire libéral. Sur le CPE, on a droit au sophisme suivant : la jeunesse est soumise à la précarité ; nous en faisons le droit commun ; donc nous luttons contre la précarité. Plus subtil : songez, nous disent les bonnes âmes, à tous ces jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme ni qualification ; c'est à eux que nous destinons le CPE mais ... nous le rendons utilisable sur tous les jeunes de moins de 26 ans. Comprenez qui pourra !

La grande idée libérale est que la flexibilité crée des emplois. Le problème est qu'elle se heurte au bon sens : les patrons ne vont pas créer des emplois pour le plaisir de bénéficier des contrats précaires qu'on leur offre sur un plateau. Ils vont certes profiter de cette aubaine pour embaucher 100 CPE ou CNE, plutôt que 100 CDI. Mais pourquoi un de plus ? A la télé, un vice-président du Medef invoquait les « réticences psychologiques » des patrons face au risque majeur qu'ils prennent en embauchant un CDI. Pauvres être fragiles ! Avec le CNE et le CPE, ils vont pouvoir passer outre à cette sensibilité à fleur de peau, et embaucher plus vite. Mais, comme leur réticence ne va que dans un seul sens, ils n'en auront aucune à licencier encore plus instantanément.

Le gouvernement se paie donc notre tête quand il propose une évaluation sur six mois : une évaluation n'aurait de sens que sur une période suffisamment longue pour englober des périodes de reprise et de repli de l'activité. Quant aux exemples donnés par les autres pays, parlons-en ! Il n'existe aucune étude montrant que les pays les plus flexibles créeraient plus d'emplois : on embauche plus vite et on licencie plus vite, voilà tout. Il faut avoir la mauvaise foi et l'aplomb d'un Copé pour affirmer qu'à croissance équivalente, la France crée moins d'emplois que ces pays-là. C'est faux, et il suffit de se référer au fameux modèle danois pour s'en convaincre : entre 1995 et 2005, le PIB a connu la même progression dans les deux pays (+24 % en France et +23 % au Danemark). Mais, sur cette même période, l'emploi a augmenté de 10,7 % en France (2,4 millions d'emplois créés) contre 4,4 % au Danemark. Racontez n'importe quoi, il en restera toujours quelque chose.

On pourrait multiplier les exemples et réfléchir par exemple à cette autre absurdité : pour créer des emplois, il faudrait travailler plus longtemps. C'est évidemment le corollaire de l'obsession libérale selon laquelle les 35 heures auraient été une calamité pour l'emploi. Pas de chance, elles ont contribué, pour environ un quart, aux deux millions d'emplois créés entre 1997 et 2001. Depuis, le retour aux politiques 100 % libérales a conduit à la création de seulement 183 000 emplois, soit le tiers de ce qui peut être attribué aux 35 heures.

Certes, le bon sens ne suffit pas toujours à remplacer le raisonnement économique. Mais quel est en l'occurrence celui des libéraux ? Il faut, nous disent-ils, baisser le coût du travail – et l'allongement de sa durée est un moyen parmi d'autres – pour gagner en compétitivité. Ce faux bon sens se brise assez vite sur l'énorme contre-exemple de l'Allemagne qui bat depuis plusieurs années des records de modération salariale en Europe. Ses exportations ont fortement progressé, sans d'ailleurs que l'on se demande jamais si ces performances ne résultent pas avant tout d'une bonne spécialisation par rapport à la demande mondiale. Mais qui dit gel des salaires dit aussi gel de la consommation : le marché intérieur allemand est plat, et le chômage s'envole.

Bref, le discours libéral tourne de plus en plus à vide, jusqu'à l'absurde. Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo, deux économistes plus-que-libéraux, sont largement cités (par exemple dans *Le Monde* du 25 février dernier) pour avoir établi que le CNE ne créerait que 70 000 emplois, même s'il était généralisé à l'ensemble des salariés (1). Mais ce résultat est obtenu à l'aide d'un modèle baroque où l'emploi ne dépend pas de l'activité et où, surtout, la productivité de chaque salarié est tirée au sort tous les matins et peut varier entre 0 et 100 %. Nos deux experts sont donc à l'économie ce qu'Elisabeth Tessier est à l'astrophysique (2), mais il est piquant de voir qu'ils ont été pris à contre-pied : leur propos était de montrer qu'il fallait aller encore plus loin que le CNE ou le CPE pour créer des emplois. A trop vouloir prouver...

(1) <http://hussonet.free.fr/stopcpe.htm>

(2) <http://www.eteissier.com>